

Clinton face au casino mondial

Partage international n° 123 - Novembre 1998

par Hazel Henderson

Maintenant que la « grippe » financière asiatique s'est propagée en Amérique latine, en Russie et en Europe de l'Est, et qu'elle menace même la prospérité du reste de l'Europe et de l'Amérique du Nord, on voit enfin apparaître de nouvelles stratégies pour tenter d'enrayer l'épidémie. Faisant abstraction des problèmes politiques auxquels il se trouve confronté à la suite de sa liaison avec une jeune stagiaire de la Maison Blanche, le président américain Bill Clinton a remis à l'ordre du jour des propositions visant à mettre au pas le « casino » global, propositions qui avaient été émises initialement en 1995, à Copenhague, lors du sommet social des Nations unies.

De telles mesures sont absolument nécessaires. La globalisation du système financier - résultant à la fois des nouvelles technologies électroniques, et du triomphe de la dérégulation des marchés et de la privatisation - révèle ses points faibles et son incapacité à assurer un ordre stable. Les luttes incessantes de la dernière décennie entre la dérégulation complète des marchés et le contrôle exercé par les gouvernements sont maintenant à l'ordre du jour mondial, en même temps que la responsabilité des gouvernements à l'égard de leurs citoyens.

Les premières victimes de la crise actuelle ont été les théories économiques traditionnelles, selon lesquelles pour qu'il y ait richesse et progrès il faut qu'il y ait croissance (mesurée par le PNB et stimulée par les exportations), ouverture des marchés nationaux, dérégulation, privatisation, augmentation des échanges commerciaux - toutes choses que l'on assimile à l'avancée de la démocratie. Souvent appelées « consensus de Washington », ces théories ont été soutenues et appliquées par les hommes d'affaires et le gouvernement américains, ainsi que par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Elles sont toutes basées sur des traités d'économie datant du XIX^e siècle.

Revoir la théorie économique

Le président Clinton a invité les économistes à revoir ces principes, pour les adapter à la mondialisation de la finance et des marchés. Il a souligné que « *les gens pauvres et vulnérables qui subissent les effets de cette globalisation ne devaient pas être sacrifiés à des théories économiques* ». B. Clinton voudrait une réforme du FMI, auquel on a reproché d'avoir aggravé la crise asiatique, mais il n'a rien de précis à proposer à son sujet. Il a convié les gouverneurs des banques centrales et les ministres des Finances à se réunir à Washington, en vue de « *promouvoir la croissance mondiale, revoir les dettes à la baisse, remplir les coffres du FMI, et poursuivre l'ouverture des marchés* » — autant de remèdes déjà maintes fois prescrits en vain.

Quelques propositions nouvelles ont cependant été émises :

- a) Soumettre l'Organisation mondiale du commerce à la surveillance des consommateurs, des travailleurs et des citoyens qui s'inquiètent des conséquences que peuvent avoir certains accords purement commerciaux, et prendre en compte l'impact de ces accords sur l'environnement.
- b) Commencer à appliquer les recommandations plutôt vagues du secrétaire des Finances, Robert Rubin, et du président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, concernant une « *nouvelle architecture financière* » destinée à soutenir les marchés mondiaux.

Ce dont le monde a besoin, cependant, ce n'est rien moins que de nouveaux accords du type de Bretton Woods. Mais les temps ont changé depuis qu'en 1944 cette conférence internationale a établi la première architecture économique planétaire. Bretton Woods avait formulé certaines règles multilatérales, et créé des institutions comme la Banque mondiale et le FMI, qui ont contribué à la bonne marche de l'économie mondiale jusqu'en 1971, année où Richard Nixon a fait dérapier le système en décidant unilatéralement de supprimer la convertibilité du dollar en or.

Depuis lors, le monde a oscillé d'une crise à l'autre - dans les montagnes russes des récessions à l'échelle planétaire, de l'instabilité monétaire, et des nombreuses mesures improvisées pour gérer le flottement des devises, le contrôle des mouvements de capitaux ou la convertibilité des monnaies.

L'augmentation massive des flux de capitaux - qu'on évalue actuellement à 1,5 billion (1 500 milliards) de dollars par jour - est à l'origine des bulles financières de Wall Street et de l'effondrement du cours des devises en Asie. L'augmentation de la volatilité des devises et du volume des transactions s'y rapportant s'est soldée par d'énormes pertes, et par l'effondrement de banques et de maisons de courtage.

Pour y faire face, les investisseurs se sont mis à « couvrir » leurs placements boursiers par l'achat de produits dérivés - qui consistent à parier sur les variations des taux d'intérêt et des devises. Aujourd'hui, ce marché représente entre 30 et 50 billions de dollars, et sert aux joueurs à couvrir leurs risques individuels, en les fondant dans un système mondial plus vaste.

Il y a trois ans, à Copenhague, le rapport de la Commission mondiale pour le financement des Nations unies, co-édité par l'auteur de cet article, formulait les recommandations suivantes :

a) L'application d'une très faible taxe (0,05 pour cent) à toutes les transactions portant sur les devises : une mesure qui fut examinée pour la première fois à Bretton Woods en 1944, puis proposée dans une nouvelle version par l'économiste américain James Tobin en 1975, et en 1989 par Lawrence Summers, maintenant sous-secrétaire du Trésor. Une telle taxe ne représenterait pas une gêne pour les véritables investisseurs, qui opèrent sur le long terme, mais pourrait être dissuasive pour les spéculateurs, qui vont souvent jusqu'à transférer de l'argent d'un pays à un autre plusieurs centaines de fois par jour.

b) L'instauration d'une version mondiale de la

Commission américaine des valeurs boursières et du change, en vue d'harmoniser les règlements se rapportant aux marchés des valeurs et des devises.

Une telle structure de supervision internationale réfrènerait les délits d'initiés, la fraude, le blanchiment d'argent, et l'exode des capitaux dans le casino mondial déréglé d'aujourd'hui. Actuellement, les spéculateurs à la baisse effectuent des « raids » sur les devises jugées faibles - tels ceux réalisés en 1993 et qui se sont soldés par la chute de la livre sterling, et son retrait ultérieur de l'Union monétaire européenne.

c) Une proposition de coopération entre les principales banques centrales du monde, qui créeraient leur propre système d'« utilité publique » d'échange des devises, qui leur permettrait de concurrencer les banques commerciales et les spéculateurs, et d'exercer un contrôle sur les devises de manière à répondre aux besoins nationaux.

De toute évidence, le temps est maintenant venu d'une nouvelle conférence de Bretton Woods - convoquée par les Nations unies - en vue de repenser l'architecture financière du monde, et d'établir enfin de nouvelles règles, indispensables pour mettre au pas le casino mondial.

Auteur : Hazel Henderson, Spécialiste en politique de développement viable est l'auteur de *Paradigms in Process* (1991), *Building a Win-Win World* (1996) et coéditrice de *The UN : Policy and Financing Alternatives* (1995).

Thématiques : [Société](#), [Économie](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()